



**Rencontre avec M. Jean-Luc Tavernier, DG de l'Insee :**  
**déclaration liminaire des élus CFTC - CFE-CGC**

Marseille, le 1er juin 2022

« M. Le Directeur général,

Nous vous remercions pour votre visite et la possibilité qui nous est donnée de vous rencontrer et de nous exprimer devant vous. Nous sommes convaincus de votre attachement à l'Institut et à ses missions.

Néanmoins, depuis la réforme territoriale qui correspond approximativement à votre précédente visite à Marseille, qui date de mars 2014, les effectifs de notre DR hors enquêteurs ont diminué plus fortement que ceux de l'Insee en général mais aussi plus fortement que ceux des Directions régionales en moyenne. Selon les bilans sociaux de l'Insee la baisse pour notre DR est de 22 % entre 2015 et 2021 contre -15 % pour l'ensemble des DR et -11 % pour la DG et pour l'Insee globalement. Le poids de la DR PACA dans le réseau régional de l'Insee est ainsi passé de 7 % en 2015 à 6,4 % en 2021. Le choc démographique a été fort : la part de 19-34 ans s'est accrue de 2,5 points tandis que le nombre des plus âgés, de 55 ans ou plus, a été divisé par deux, et leur part est passée de 60 % des effectifs de la DR à un peu moins de 40 %. La DR fait donc face à une perte « sèche » d'agents expérimentés. C'est bien sûr un investissement pour l'avenir mais aussi des agents jeunes à former et qui doivent s'approprier un nouvel environnement.

La baisse de nos effectifs représente 50 agents de bureau en moins entre 2015 et 2021. Cela induit inévitablement des tensions ponctuelles sur les équilibres charges-ressources dans les équipes car les ajustements ne sont pas immédiats. Cela induit aussi mécaniquement de moindres perspectives de mobilités pour les agents de la DR dans un marché local plus réduit. C'est donc un défi pour l'ensemble des agents dans tous les services mais aussi une inquiétude compréhensible.

En tant que représentants élus du personnel de la liste majoritaire, nous attirons donc en premier lieu votre attention sur la baisse plus forte qu'ailleurs des effectifs de la DR et demandons votre engagement à maintenir autant que possible leur niveau sur les prochaines années. Nous savons que la période est cruciale en la matière alors que des discussions sont en cours avec la Direction du Budget dont découleront des arbitrages au sein de l'Institut. En particulier, nous demandons des garanties pour le maintien des pôles et des sites de la DR dont pour certains, la pérennité a été questionnée ces dernières années.

Concernant les pôles de compétence, nous nous félicitons bien sûr de l'implication du pôle Gecoc dans les réflexions et travaux autour du projet {NO}²TE et des nouvelles façons de travailler. Mais pour l'ensemble des pôles, nous souhaitons connaître votre avis sur les transferts d'activités DG-DR dont la dynamique a été portée par le Comité de Direction de l'Insee ces dernières années. A contrario, le CDPTT a acté en mars le rattachement de la mission d'élaboration des comptes régionaux à la DESE. Pour mémoire, le pôle Edoré contribuait il y a quelques années à la collecte des bilans économiques et des indicateurs conjoncturels régionaux. Y a-t-il une vraie réflexion engagée avec les maîtrises d'ouvrage sur les possibilités de transferts ? Y a-t-il une vraie volonté de transférer des activités localement pour consolider le réseau régional ?

Concernant le site Sirene, nous nous faisons ici le relai de l'inquiétude des agents sur la bascule de Sirene 3 à Sirene 4 et des gains de productivité initialement attendus qui paraissent de plus en plus incertains. Incertains dans le contexte d'une forte hausse de volume de liasses à traiter, phénomène reconnu aujourd'hui comme structurel par la DSE et observé pour de nombreux sites.

Sur le sujet des gains de productivité nous souhaitons également attirer votre attention sur l'action régionale qui vient de subir au cours de la décennie passée une baisse très forte de ses effectifs : -33 % pour l'ensemble du réseau selon le rapport de l'IG sur le cadrage prospectif de la répartition des ressources de l'Insee. Les agents sont très attachés à l'expertise territoriale telle que préconisée par la stratégie OCRE. Est-elle toujours d'actualité ? Où peut-on encore espérer réaliser des gains de productivité sans incidence pour notre notoriété ?

Concernant les conditions de travail, le télétravail est un sujet d'actualité au coeur des préoccupations. C'est une grande avancée et une modalité appréciée et qui fonctionne et nous nous en félicitons car nous avons soutenu sa mise en œuvre et son approfondissement. Aujourd'hui, une majorité d'agents quelle que soit l'activité ou le niveau hiérarchique demande une plus grande souplesse. C'est pourquoi plutôt que d'aller vers trois jours fixes, nous vous demandons d'accepter d'aller vers un plus grand nombre de jours flottants. Pourquoi l'Insee ne pourrait-il pas ouvrir cette porte alors que d'autres administrations proches le permettent déjà ? Cela permettrait de mieux répondre aux réalités du travail de terrain et aux calendriers des équipes, ainsi qu'à des nuisances locales ponctuelles (coupures d'eau, nuisances sonores, etc.). Nous y voyons un gain potentiel de satisfaction et de motivation collectif important. C'est certes un sujet national mais nous souhaitons vous faire parvenir ici l'avis d'un grand nombre d'agents de la DR.

Nombreux sont les agents qui ont le sentiment de vivre une période charnière vis-à-vis de l'organisation du travail. C'est indéniable. Dans ce cadre, nous demandons une réflexion particulière sur la réappropriation des espaces présentiels et en particulier sur la reconstruction de la convivialité. Des actions concrètes avaient été mises en œuvre à la DR il y a une quinzaine d'années mais se sont éteintes progressivement faute de moyens. Nous souhaiterions que l'administration puisse soutenir concrètement et financièrement, sans tabou, des actions visant à promouvoir la convivialité.

Autre sujet, la restauration collective dont la pérennité est fragilisée par les tensions sur le personnel. Les agents sont moins facilement enclins à s'engager bénévolement qu'il y a une dizaine d'années car ils n'ont pas le temps. Les problèmes bâtimentaires ont été nombreux, impactant la charge de gestion, et comme partout, la crise sanitaire a pesé sur la fréquentation. Ce sujet n'est sûrement pas propre qu'à notre DR et la cantine constitue un outil de cohésion collective important auquel nous sommes plus que jamais attachés. C'est pourquoi nous demandons une réflexion sur les leviers de reconnaissance des agents qui s'impliquent et le soutien des unités auxquelles ils appartiennent.

Sur le déménagement de la DR, sujet de préoccupation majeur avant la crise sanitaire et qui reste d'actualité, nous voulons insister sur l'état de vétusté de nos locaux déjà pointé par un rapport de l'IG de 2019 et qui ne s'est pas arrangé depuis. Nous espérons que vous y serez attentifs en apportant votre soutien à un projet tenant compte de l'importance pour les agents d'un environnement sain, de la prise en compte des problématiques de déplacements urbain et de sécurité spécifiques à Marseille.

Sur le Plan Insee Vert auquel nous sommes attachés et impliqués localement nous nous félicitons des réflexions du groupe de travail local qui ont abouti à un recueil de préconisations. Néanmoins celui-ci nécessitera des investissements pour mettre en place certaines d'entr'elles . Un budget national est-il prévu à cet effet ? À défaut, comme par le passé, nous en resterons malheureusement à de bonnes intentions.

Merci pour votre attention. »

Les élus CFTC – CFE-CGC au CTSD de la DR Insee PACA  
Stéphan Fesquet – Jean-Philippe de Plazaola – Morgane Leconte – Junel Bernard